

2 Politique

Présidentielle 2018 au Mali
"IBK" en campagne à Libreville

SM

Libreville/Gabon

Candidat à sa propre succession, l'actuel chef d'État malien, Ibrahim Boubacar Kéïta, "IBK", est arrivé à Libreville, hier, pour animer un meeting qui a mobilisé une frange importante de la communauté malienne au Gabon. Le président candidat a été accueilli à son arrivée par le ministre d'État gabonais en charge des Affaires étrangères, Régis Immongault Tatangani, et son collègue des Sports, Alain-Claude Bilie-By-Nze.



Photo : SM

Vue partielle de la délégation officielle.



Photo : SM

Ibrahim Boubacar Kéïta s'adressant à...

GRAND meeting, hier, au Palais des Sports de Libreville, du président malien, Ibrahim Boubacar Kéïta (IBK). Candidat à sa propre succession, l'actuel chef d'État malien était de passage à Libreville, l'une des étapes de la tournée qu'il a entamée, dans le cadre de sa campagne électorale. Il a été accueilli à l'aéroport international Léon-Mba par les ministres d'État gabonais, Régis Immongault Tatangani (Affaires étrangères) et Alain-Claude Bilie-By-Nze (Sports), et des personnalités maliennes résidant au Gabon.

C'est dans un gymnase archicomble, et devant l'importante communauté malienne du Gabon (visiblement des partisans de l'actuel président), que le président "IBK" a animé son meeting. Pendant une demi-heure le candidat-président a entretenu les siens en langue Bambara. Il a invité les siens à célébrer avec lui une "victoire au soir du 29 juillet prochain". Dès le premier tour de ce scrutin qui s'annonce très serré avec son principal challenger Soumaïla Cissé. En tout cas, c'est en homme confiant et serein que le président élu par les Maliens en 2013 est ap-



Photo : SM

... ses concitoyens vivant à Libreville.

paru devant ses milliers de partisans vivant au Gabon. Hier encore, il a affiché sa détermination d'aller jusqu'au bout de cette échéance importante pour le pays. Non pas, comme il aime à le dire, "par amour du pouvoir, mais par amour pour le Mali, pour sa sécurité et sa stabilité". Et IBK de marteler : "N'ayez

pas peur et ne vous attachez pas à la désinformation car, j'ai été dans tout le Mali où, je n'ai rencontré que des Maliens confiants et prêts pour notre victoire".

De même, il a tenu à rassurer l'opinion nationale et internationale quant à la transparence de ce processus électoral, notamment pour

ceux qui lui prêteraient des intentions de fraude. Ce d'autant que l'audit du fichier électoral malien a été fait par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) de manière "consensuelle et inclusive". C'est dire que, a-t-il déclaré, «seuls les Maliens auront le dernier mot». Enfin, le candidat-président a ex-

primé sa reconnaissance à l'endroit du Gabon qui, bien qu'il arrive sous le statut de simple candidat à la présidentielle 2018 au Mali, l'a accueilli "en tant que président de la République du Mali". Fonction qu'il occupera d'ailleurs, quoiqu'il arrive, jusqu'au 15 septembre prochain.

Miroir du gouvernement

Service après-vente ?

AUSSI "courageuses, importantes et audacieuses" que sont les mesures prises, récemment, par le gouvernement, pour réduire le train de vie de l'État, n'empêche que l'on a tout de même, à tort ou à raison, le sentiment que l'équipe "Issoze Ngondet III" est allé plus vite que la musique. Au point d'être obligée de revenir sur certaines décisions, préalablement annoncées avec "application immédiate", de restreindre le champ d'application "de la mise sur bon de caisse des agents publics" uniquement à Libreville. D'annoncer, après coup, l'ouverture imminente de négociations avec les partenaires sociaux.

Or, au regard de la dureté de ces mesures et de leur impact sur la vie de bon nombre de nos concitoyens, il eût été préférable de consulter, au préalable, les représentants des syndicats, de la classe politique nationale et autres leaders d'opinion pour, ne serait-ce que, tenter d'obtenir une espèce de consensus national. À défaut d'emporter l'adhésion du plus grand nombre d'entre eux à cette initiative plutôt salutaire. Car, au regard de la gravité de la situation économique actuelle, il n'y a véritablement pas d'autre alternative à l'assainissement des finances publiques, du fichier de la Fonction publique, à la réduction

du nombre d'agences, etc. En amont de ce processus, toutes les forces vives de la nation auraient dû y être associées.

Cette démarche aurait au moins permis d'atténuer, d'une certaine manière, le flot de critiques émanant des partis politiques de la majorité, de l'opposition et de la société civile depuis l'adoption de toutes ces mesures en Conseil des ministres le 21 juin dernier. Mais surtout, d'aucuns n'auraient pas eu l'impression d'une espèce de "passage en force du gouvernement", bien décidé à imposer, d'abord, unilatéralement, son point de vue. Et à négocier, par la suite. Une attitude cavalière, aux

relents de mépris.

Car, soit dit en passant, quelle pourrait être la pertinence des négociations ouvertes avec les partenaires sociaux après un début d'exécution des mesures gouvernementales ? Peut-on, logiquement, au regard du contexte actuel, imaginer le gouvernement accéder aux revendications des partenaires sociaux en remettant tout à plat ou en satisfaisant certaines de leurs exigences liées, entre autres, à la suppression de la mesure relative au gel, pendant trois ans, de tout recrutement, reclassement et avancement à la Fonction publique ? Une telle éventualité ne ferait, en réalité,

que conforter le sentiment d'impréparation voire d'improvisation, qui entoure ces mesures au sein de l'opinion. Sauf à croire que l'équipe "Issoze Ngondet III", consciente à l'avance des réactions des syndicats, ait gardé, dans sa manche, plusieurs cartes pour atténuer leur colère.

Quoiqu'il en soit, le gouvernement semble avoir été, quelque peu surpris, par la réaction virulente des partenaires sociaux. C'est ce qui, d'après certains, expliquerait l'ouverture a posteriori des négociations : essayer d'enrayer uniquement la tempête syndicale. Un service-après-vente, en somme.